



DECLARATION LIMINAIRE CTL DU 07/10/2021

Plus de 160 000 manifestants disaient avant hier dans toute la France leur mécontentement face aux choix du gouvernement. **Actifs comme retraités, ils se sont retrouvés dans l'un des 200 rassemblements qui a eu lieu mardi 5 octobre.** Issus de tous les secteurs d'activité et de différentes administrations, ils sont venus dire leur ras-le-bol face aux conditions de travail dégradées, aux salaires et aux pensions qui stagnent pendant que le coût de la vie augmente. Ils disent aussi l'importance de services publics forts et accessibles à tous.

La hausse de l'inflation avec les augmentations des matières premières et des énergies, l'absence d'augmentation significative des salaires et le gel du point d'indice dans la Fonction publique entraînent une nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour la majorité des salariés.

Comment croire en l'absence d' « argent magique », quand nous apprenons par la presse le scandale des Pandora Papers. Il serait savoureux, si ce n'était révoltant, de voir dans cette liste nombre d'hommes politiques, éditorialistes et hommes d'affaire qui prônent à longueur de temps l'orthodoxie budgétaire. Des milliards pour une infime minorité et rien du tout pour nous les travailleurs.

A la DDFIP Moselle, 136 agents se sont inscrits dans la grève avec un taux supérieur à la moyenne nationale, allant jusqu'à 40% de grévistes dans certains services. Agents de catégorie C sous le SMIC, gel du point d'indice, fermetures et regroupements de services, suppressions de postes, les agents de la DDFIP subissent de plein fouet comme les autres salariés les décisions gouvernementales et patronales.

Concernant ce comité technique, il est encore une fois une mauvaise illustration de la dégradation des conditions de travail des agents et du recul du service public.

L'ordre du jour de ce comité technique est un état des lieux de la destruction de notre service public de proximité en Moselle : Transfert du SIP-SIE de Hayange vers Thionville, fin de la mission recouvrement dans les trésoreries de Rombas et Bitche, fermeture des Trésoreries de Fontoy, Faulquemont et Château Salins, transfert du SIE de Sarrebourg à Saint Avold.

Demain, sans mobilisation forte des agents, des élus et des citoyens, la casse va continuer. De nouvelles attaques sont déjà en préparation avec la fin de la séparation ordonnateur/comptable, la création d'une agence du recouvrement avec l'URSSAF, la casse du contrôle fiscal.

Nous allons aborder une nouvelle fois dans ce comité technique la question de la nouvelle convention franco luxembourgeoise, que le gouvernement a décidé de suspendre il y a quelques jours. A chaque comité technique, les organisations syndicales vous ont alerté sur ses conséquences désastreuses lors de la campagne d'impôt sur les revenus avec un afflux massif à nos guichets (physiques et téléphoniques), un retraitement manuel, qui ont nécessité le renfort des autres services et d'autres départements. La CGT avait parlé à l'époque de rustine sur une jambe de bois. Pour nous, la Direction locale ne faisait pas suffisamment remonter les spécificités de notre département frontalier à la Direction générale pour avoir un nombre d'emplois suffisants pour traiter cette problématique.

Après 2h de débats en comité technique de réseau sur ce sujet, suite à l'intervention des organisations syndicales, la Direction générale mettra peut-être enfin le nombre d'emplois nécessaire pour répondre aux besoins de la population mosellane.

En l'absence de toute communication de la Direction locale, la CGT Finances Publiques 57 s'est rapprochée de l'OGBL (premier syndicat au Luxembourg avec 16000 syndiqués lorrains). Selon ce syndicat, le chiffre de 25000 déclarations à retraiter donné aux agents serait sous-évalué. En effet, il y a environ 100 000 travailleurs frontaliers en Lorraine, dont la majorité réside en Moselle.

Faire et refaire pour finalement ne pas avancer, une tendance qui devient la norme à la DDFIP 57 ou comment ajouter une charge de travail supplémentaire à des agents qui n'en peuvent déjà plus. Les agents demandent réparation de cette gabegie* administrative !